

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1920.

Proposition de loi portant révision de certains articles de la loi organique
de l'enseignement primaire du 13 novembre 1919.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La loi du 13 novembre 1919 a apporté des modifications assez importantes aux traitements des instituteurs, mais en présence de l'augmentation incessante du coût de la vie, ces traitements sont devenus insuffisants.

M. le Ministre des Sciences et des Arts l'a implicitement reconnu dans sa circulaire du 26 avril 1920 par laquelle il engage la direction des écoles d'user de la plus large tolérance dans l'application de l'interdiction des cumuls exercés par les instituteurs. « En ces moments, dit-il, où le » coût de la vie renchérit d'une façon constante, la renonciation à tout » emploi accessoire les priverait de ressources qu'ils escomptaient pour les » aider à faire face à leurs charges de famille. »

Les instituteurs se trouvent actuellement, au point de vue économique, dans un état d'infériorité vis-à-vis des agents des autres administrations; leur traitement n'est en rapport ni avec le travail qu'ils ont à fournir, ni avec le rang qu'ils occupent dans la société, ni avec les sacrifices qu'ils ont dû s'imposer pour acquérir les connaissances nécessaires à la carrière de l'enseignement.

Au point de vue des avantages pécuniaires, ils sont moins bien traités que les commis, les commis-dactylographes, les expéditionnaires de toutes les administrations ainsi que certains agents subalternes de la Poste, tels que les facteurs, et même que la plupart des ouvriers. Cette infériorité des traitements entraînera les plus fâcheux effets, au point de vue du recrutement du personnel enseignant. Déjà, les fonctions d'instituteurs sont désertées par les

éléments d'élite et certaines administrations communales et directions d'écoles adoptables sont même obligées de recourir aux services d'agents non diplômés pour remplacer intérimairement des instituteurs malades ou démissionnaires.

D'autre part, combien seraient naïfs, ceux qui croiraient à la possibilité de pousser encore les jeunes gens vers les études normales en leur offrant, comme perspective d'avenir, une position inférieure non seulement à celle des autres employés et fonctionnaires, de culture générale équivalente, mais encore à celle de simples manœuvres.

Enfin, au moment où la loi organique de l'enseignement primaire va recevoir son application intégrale par l'extension de la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à l'âge du 14 ans, et par la création de classes du 4^e degré, il y aura pénurie de milliers d'instituteurs. La même situation se présente dans l'enseignement moyen; aussi le Gouvernement a-t-il cherché à y remédier en augmentant les traitements des instituteurs et des professeurs des écoles moyennes et des Athénées.

La même mesure doit être prise à l'égard du corps enseignant primaire et fröbellien, car il ne faut pas que, dans une démocratie bien organisée, il soit fait une carrière moins enviable à ceux qui se dévouent à la formation de l'enfant du peuple qu'à ceux qui enseignent aux enfants de la bourgeoisie dans les écoles moyennes.

En déposant notre proposition de loi, mes collègues et moi, nous avons été guidés par une double préoccupation : d'abord, nous avons entendu mettre les traitements des instituteurs en rapport avec ceux des autres fonctionnaires publics et, ensuite, nous avons voulu assurer la reconstitution morale du pays, en rendant possible le recrutement d'un personnel enseignant d'élite, capable de donner aux jeunes générations les armes intellectuelles indispensables pour les luttes pacifiques de demain.

Economie du projet.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier consacre l'égalité du traitement de base et de l'indemnité de résidence des instituteurs et des institutrices. Cette égalité se justifie par les raisons suivantes : Il y a identité de services et de responsabilités, les capacités requises sont les mêmes, les besoins ne sont pas moindres pour les institutrices que pour les instituteurs, et les résultats obtenus sont équivalents.

Les instituteurs et les institutrices des sections préparatoires des écoles moyennes et des écoles d'application ainsi que les régents et les régentes des écoles moyennes jouissent d'un même traitement; dès lors, il n'y a pas de motif pour ne pas appliquer cette égalité aux membres de l'enseignement primaire proprement dit ainsi qu'aux humbles éducatrices de l'enfant du peuple.

Ce même article prévoit une augmentation de l'indemnité de résidence.

Cette augmentation se justifie par l'accroissement constant du prix du loyer et les dépenses nécessaires à la tenue du rang qui convient à l'instituteur. L'indemnité de résidence ne doit pas être considérée uniquement comme une indemnité de logement, car elle est destinée également à faire face aux frais indispensables de représentation. Il en résulte que l'instituteur, qui jouit d'un logement scolaire, doit avoir droit à la différence entre l'indemnité de résidence et la valeur locative de la maison d'école.

La loi du 13 novembre 1919 prévoit, au profit des instituteurs et des institutrices, une indemnité familiale de 100 francs par enfant mineur à leur charge. A la valeur d'achat actuelle de l'argent, cette indemnité familiale n'est qu'une aumône et il y a lieu de la porter à 300 francs par enfant. Le projet prévoit également une indemnité familiale pour chaque ascendant à charge de l'instituteur.

ART. 2.

L'article 2 prévoit des augmentations périodiques égales pour les instituteurs et pour les institutrices.

En vertu de la loi du 13 novembre 1919, le temps de service qui donne droit au chevron de front compte double pour les augmentations de traitement. Mais nombreux sont les instituteurs qui n'ont pu gagner ces chevrons de front parce qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité, à la suite de blessures, de maladie ou d'infirmité, de combattre au front. Nombreux aussi sont ceux qui auraient désiré occuper un poste périlleux mais qui ont été désignés d'office à un emploi dans l'administration. La loi actuelle est également incomplète en ce qui concerne la situation de certains instituteurs qui ont dû se réfugier en terre d'asile.

Seuls, les services rendus dans les écoles belges ou alliées sont comptés pour l'augmentation de traitement. Sont donc exclus : les services rendus dans les armées belge et alliées, dans les fabriques de munitions, dans les tranchées, etc. N'entre pas non plus en ligne de compte le temps passé en terre d'asile par ceux qui, pour des raisons de force majeure, ont dû abandonner leurs fonctions et qui, à la suite de circonstances indépendantes de leur volonté, n'ont pu rendre des services ni dans les écoles ni dans les armées belge ou alliées.

L'article 2 remédie à cette situation. Il comprend également une disposition équitable en faveur des instituteurs porteurs du diplôme d'instituteur et de régent, en ce sens qu'il fait entrer en ligne de compte, pour la supputation du temps de service, les années d'études exigées par la loi pour l'obtention du diplôme.

ART. 3.

L'article 3 accorde une allocation spéciale aux instituteurs ayant vingt-cinq années de service et stipule que l'indemnité de direction sera uniforme dans une même commune.

ART. 4.

L'article 4 assimile aux instituteurs les professeurs spéciaux, ces utiles auxiliaires dont le nombre augmente sans cesse par suite de l'organisation du 4^e degré.

ART. 5.

Certaines dispositions de la loi actuelle ne respectent pas suffisamment les situations acquises par certaines catégories de membres du personnel enseignant. C'est ainsi que :

1° Les instituteurs suppléants qui, antérieurement à la loi du 13 novembre 1919, étaient assimilés aux agents pourvus d'un mandat définitif, alors pourtant que cette qualification n'était pas reconnue par la Législation, ne trouvent, dans la loi actuelle, aucune des garanties ni aucun des avantages reconnus aux instituteurs nommés à titre définitif ;

2° Les inspecteurs communaux sont exclus du bénéfice de la loi du 16 novembre 1919 et, pourtant, nul ne peut méconnaître les services que ces agents peuvent rendre dans les villes et les grands centres, à condition, bien entendu, que leurs attributions soient sagement déterminées. Dès lors, il est injuste de ne pas les considérer comme appartenant au personnel enseignant et de les obliger éventuellement à invoquer les garanties prévues par la loi du 30 juillet 1903 sur la stabilité des emplois communaux ;

3° Les instituteurs des écoles et des classes payantes n'ont pas droit au traitement payé par l'État, alors que l'État inspecte ces écoles ou ces classes.

Antérieurement au vote de la loi du 13 novembre 1919, ces écoles ou classes ne recevaient pas les subsides ordinaires pour le service de l'enseignement primaire, mais :

a) l'État supportait une partie des augmentations de traitement et de l'indemnité de direction des instituteurs attachés à ces écoles ou classes ;

b) il allouait une indemnité à leurs instituteurs porteurs d'un certificat spécial ;

c) il accordait à leur personnel une part du crédit des 4 millions prévu par les arrêtés royaux du 30 janvier 1912 et du 30 décembre 1912 ;

d) il liquidait aux membres de leur corps enseignant l'indemnité de vie chère en vertu de l'arrêté royal du 3 mars 1919 ;

e) il intervenait, comme il intervient encore aujourd'hui, dans l'indemnité due aux intérimaires remplaçant des titulaires malades, dans les traitements de disponibilité pour motif de santé, dans les pensions éventuelles, etc.

Les dispositions de l'article 5 ont pour but de faire disparaître ces anomalies.

ART. 6.

L'article 6 fixe le traitement de base des institutrices Frœbel. Il tend, en même temps, à remédier à une situation préjudiciable pour certaines d'entre elles.

Les aides-gardiennes, c'est-à-dire des agents diplômés, nommés définitivement, qui aident les titulaires des classes gardiennes dans leur mission si difficile, se trouvent dans les mêmes conditions que les instituteurs suppléants, les directeurs pédagogiques, etc., en ce sens que ni la stabilité de leurs fonctions, ni le paiement direct de leur traitement par l'État ne leur sont garantis par la loi.

ART. 7.

Cet article tend à garantir à l'instituteur tous ses moyens de défense en cas d'enquête contre lui, pour manquement grave aux devoirs professionnels.

*
* *

Telle est, en résumé, dans ses dispositions essentielles, la proposition de loi dont on trouvera le texte ci-après et que nous soumettons avec confiance à l'examen de nos honorés collègues.

La Chambre, en l'adoptant, fera apprécier davantage la mission sociale de l'homme d'école et contribuera efficacement à la prospérité du Pays par le relèvement moral et intellectuel de la Nation.

ADOLPHE BUYL.

(6)

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire du 13 novembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte suivant :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement :

» 1° Un traitement de base de 4,500 francs pour les instituteurs et pour les institutrices.

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit pour les uns et les autres :

» Dans les communes de 25,000 habitants et moins . . . fr. 400 »

» Dans les communes de 25,001 à 100,000 habitants . 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . 750 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs et institutrices mariés ainsi que pour les veufs et veuves avec un ou plusieurs enfants ;

» b) Pour les chefs d'école.

» Lorsque des instituteurs ou des institutrices ont la jouissance d'une maison d'école, la valeur locative de celle-ci est déduite du montant de l'indemnité de résidence.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van 13 November 1919 tot regeling van het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 4,500 frank voor de onderwijzers en voor de onderwijzeressen;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald voor beiden als volgt :

» In de gemeenten van 25,000 inwoners en minder . . . fr. 400 »

» In de gemeenten van 25,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 750 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbele gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers en onderwijzeressen alsmede voor de weduwnaars en weduwen met een of meer kinderen;

» b) Voor de schoolhoofden.

Indien onderwijzers of onderwijzeressen een schoolhuis bewonen, wordt de huishuurvergoeding verminderd ten beloope van de huurwaarde daarvan.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

» Le Roi peut, le Conseil communal et la députation permanente entendus, décider que les communes, faisant partie d'une agglomération, ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de résidence, classées dans une catégorie supérieure.

» Une indemnité familiale de 300 francs par enfant mineur à charge des instituteurs ou institutrices mariés, veufs ou veuves est due à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant, elle n'est plus due à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant le décès de l'enfant, la date de sa majorité ou celle à laquelle il cesse d'être à la charge de ses parents. Toutefois, elle ne pourra être cumulée avec une indemnité familiale dont jouirait le conjoint. Si celle-ci était inférieure à 100 francs, la différence, seule, serait accordée au bénéficiaire.

« Il est dû également une indemnité familiale de 100 francs par ascendant à charge des instituteurs, institutrices et institutrices Fröbel. »

ART. 2.

Les deux premiers alinéas du littéra a de l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte ci-après :

« L'instituteur et l'institutrice primaire et fröbelienne ont droit à vingt augmentations annuelles de 200 francs

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking vastgesteld door de jongste tienjaarlijkse volkstelling.

» De Koning kan, na den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeration of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, voor de bepaling der huishuurvergoeding in eene hoogere klasse zullen gerangschikt worden.

Eene jaarlijkse gezinsvergoeding van 300 frank per minderjarig kind ten laste van de onderwijzers of onderwijzeressen, die gehuwd, weduwnaar of weduwe zijn is vanaf 1 Januari of 1 Juli na de geboorte van het kind verschuldigd; zij is niet meer verschuldigd vanaf 1 Januari of 1 Juli na het overlijden van het kind, na den datum zijner meerderjarigheid of na dien waarop het ophoudt ten laste van zijne ouders te zijn. Zij kan echter niet worden uitbetaald te zamen met eene gezinsvergoeding toegekend aan den medeëchtgenoot. Mocht zij minder dan 100 frank bedragen, dan zou alleen het verschil aan den rechthebbende toegekend worden.

Is eveneens verschuldigd eene gezinsvergoeding van 100 frank per kind ten laste van de onderwijzers, van de onderwijzeressen en van de onderwijzeressen der Fröbelscholen.

ART. 2.

Lid 1 en lid 2 van litt. a van artikel 31 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

« De onderwijzer en de onderwijzeres der lagere scholen en der Fröbelscholen hebben aanspraak op twintig jaar-

et cinq de 300 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 5,000 francs le minimum légal prévu à l'article 29. »

Le 4^e alinéa du littéra b est modifié comme suit :

« Les services rendus pendant la » guerre par les instituteurs mobilisés » dans les armées, les services rendus » dans les écoles belges ou alliées par » les instituteurs réfugiés en terre » d'asile et ceux rendus par les instituteurs dans les armées belges ou alliées; » les années pendant lesquelles les » instituteurs ont été empêchés de remplir leur fonctions pour des raisons » de force majeure et n'ont pu à cause » de leur âge, de maladie ou d'autres » circonstances indépendantes de leur » volonté, rendre des services ni dans » les écoles ni dans les armées belges » ou alliées, sont compris dans la » supputation des années de service. » Il en est de même du temps de service passé à l'arrière du front à la » suite d'une désignation d'office. » Le temps de service accompli depuis » le 1^{er} août 1914 par les instituteurs » mobilisés et qui leur donne droit à » l'attribution de chevrons de front de » même que le temps pendant lequel ils » ont été effectivement prisonniers est » compté double. Il en est de même du » temps pendant lequel des instituteurs » mobilisés ou volontaires de guerre » ont, par suite de maladies, de blessures » ou d'infirmités contractées à l'armée, » été dans l'impossibilité d'obtenir des » chevrons de front ».

Est également compté double le temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi.

Les années nécessitées pour l'obtention du diplôme de régent entrent en

lijksche verhoogingen van 200 frank en vijf van 300 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald wettelijk minimum met 5,000 frank wordt verhoogd ».

Het 4^e lid van littera b wordt gewijzigd als volgt :

« De diensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde onderwijzers in de legers bewezen; de diensten, in de Belgische of Geallieerde scholen bewezen door de naar den vreemde uitgeweken onderwijzers en de diensten, door de onderwijzers in de Belgische of Geallieerde legers bewezen; de jaren gedurende welke de onderwijzers door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen en zij, wegens hunnen ouderdom, ziekte of andere omstandigheden van hun wil onafhankelijk, geen diensten konden bewijzen in de Belgische of Geallieerde scholen of legers, zijn begrepen in de berekening der dienstjaren. Dit geldt eveneens voor den diensttijd doorgebracht achter het front ten gevolge eener aanstelling van ambtswege. De diensttijd, dien de gemobiliseerde onderwijzers volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap, telt voor dubbel. Dit geldt eveneens voor den tijd gedurende welchen de gemobiliseerde onderwijzers of onderwijzers-oorlogsvrijwilligers, wegens ziekten, verwondingen of verminkingen in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid waren frontchevrons te bekomen.

Geldt insgelijks voor dubbel de tijd, gedurende welchen de burgerlijke onderwijzers door den vijand weggevoerd of geïnterneerd werden.

De jaren, noodig tot het bekomen van het diploma van regent, komen in aan-

ligne de compte pour la supputation des années de service chez les instituteurs porteurs des diplômes d'instituteur et de régent acquis dans des écoles normales inspectées par l'Etat.

ART. 3.

L'article 32 est complété comme suit, :

Après vingt-cinq années de service tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école à titre personnel avec la moitié des avantages accordées à la direction.

Dans une même commune, tous les directeurs d'école jouiront de la même indemnité de direction calculée d'après l'école comptant le plus de classes.

ART. 4.

Le traitement des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cet enseignement tels que les maîtresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, de travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculées à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 5.

Le premier alinéa à l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire est complété comme suit :

Les instituteurs suppléants pourvus d'une nomination du conseil communal avant le 1^{er} octobre 1919 sont assimilés aux instituteurs pourvus d'un mandat

merking bij het berekenen van de dienstjaren voor de onderwijzers, die in het bezit zijn van een diploma van onderwijzer en van regent, bekomen in aan 's Rijks toezicht onderworpen normaal-scholen.

ART. 3.

Artikel 32 wordt aangevuld als volgt:

Na 25 jaren dienst, bekomt elke onderwijzer, titularis eener klasse, den titel van schoolbestuurder ten persoonlijkliken titel met de helft der voordeelen aan het bestuur verbonden.

In eene zelfde gemeente genieten al de schoolbestuurders dezelfde bestuursvergoeding berekend volgens de school, waar de meeste klassen zijn.

ART. 4.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesteressen voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 5.

Het eerste lid van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt aangevuld als volgt :

De plaatsvervangende onderwijzers, vóór 1 October 1919 door den gemeenteraad benoemd, worden gelijkgesteld met de onderwijzers die voorgoed aan-

définitif et chargés de la tenue d'une classe.

Les inspecteurs ou directeurs pédagogiques pourvus d'une nomination du conseil communal avant le 13 novembre 1919 sont assimilés aux chefs d'école ayant la direction de cinq classes au moins.

L'alinéa 2 du même article est complété comme suit :

Les écoles et classes payantes, qui existaient et étaient inspectées avant le 1^{er} octobre 1919 entrent en ligne de compte pour l'attribution de subsides.

ART. 6.

Le traitement de base de l'institutrice fröbel, prévu à l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire est fixé comme suit :

Traitement de base : 4,500 francs.

Toutefois, les institutrices fröbeliennes qui ne sont pas porteurs du diplôme d'institutrice primaire n'ont droit qu'à un traitement de base de 3,600 francs.

Le même article 33 est complété comme suit :

« Les aides institutrices gardiennes diplômées, pourvues d'une nomination définitive avant le 1^{er} octobre 1919, sont assimilées aux institutrices chargées de la tenue d'une classe. »

ART. 7.

Le paragraphe 2 de l'article 25 est modifié comme suit :

« Néanmoins, l'instituteur ne peut être révoqué qu'après avoir été entendu dans une enquête contradictoire dirigée

gesteld zijn en titularis zijn van eene klasse.

De vóór 13 November 1919 door den gemeenteraad benoemde schoolopzieners of schoolbestuurders worden gelijkgesteld met de schoolhoofden die het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

Lid 2 van hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

De vóór 1 October 1919 bestaande en aan Staatstoezicht onderworpen betalende scholen en klassen komen in aanmerking voor het toekennen der toelagen.

ART. 6.

De aanvangswedden van de onderwijzeressen der Fröbelscholen, voorzien bij artikel 33 der wet tot regeling van het lager onderwijs, wordt vastgesteld als volgt :

Aanvangswedde : 4,500 frank.

Echter hebben de onderwijzeressen der Fröbelscholen, die niet in het bezit zijn van het diploma van onderwijzeres der lagere scholen, slechts aanspraak op eene aanvangswedde van 3,600 frank.

Hetzelfde artikel 33 wordt aangevuld als volgt :

De gediplomeerde hulponderwijzeressen der bewaarscholen, benoemd vóór 1 October 1919, worden gelijkgesteld met de onderwijzeressen titularissen eener klasse.

ART. 7.

Paragraaf 2 van artikel 25 wordt gewijzigd als volgt :

« Echter mag de onderwijzer niet worden afgezet dan na gehoord te zijn in een onderzoek op tegenspraak, onder

par un délégué de l'autorité communale et par l'inspecteur principal et moyennant l'approbation de la Députation permanente. L'instituteur a le droit de se défendre et de se faire défendre devant le conseil communal et devant la Députation permanente.

» Le conseil communal et l'instituteur communal peuvent en appeler au Roi. »

ART. 8.

Les dispositions ci-dessus des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 entrent en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1920.

H. MARCK.

J. MAENHAUT.

JULES PONCELET.

de leiding van een afgevaardigde der gemeenteverheid en van den hoofdopziener, en met goedkeuring van de Bestendige Deputatie. De onderwijzer heeft het recht zich te verweren en et doen verweren voor den gemeenteraad en voor de Bestendige Deputatie.

De gemeenteraad en de onderwijzer kunnen in beroep komen bij den Koning.

ART. 8.

Bovenstaande bepalingen der artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 6 worden van kracht vanaf 1 Januari 1920.

A. BUYL.

FERNAND COCQ.

PAUL NEVEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 APRIL 1920.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van
13 November 1919 tot regeling van het lager onderwijs.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De wet van 13 November 1919 heeft tamelijk belangrijke wijzigingen gebracht in de wedden der onderwijzers, doch wegens de stijgende levensduurte zijn deze wedden ontoereikend geworden.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten heeft het onrechtsreeks erkend in zijn omzendbrief van 26 April 1920, waarbij hij de schoolhoofden aanzet hoogst inschikkelijk te zijn, waar het geldt de toepassing van het verbod betreffende het gelijktijdig bekleeden van verscheidene betrekkingen door de onderwijzers. « Nu de levensduurte, zegt hij, steeds » stijgt, zouden hun, door het afzien van elke bijverdienste, inkomsten » ontvallen, waarop zij rekenden om in de behoeften van hun gezin te » voorzien ».

In economisch opzicht bevinden de onderwijzers zich thans in een minderwaardigen toestand tegenover de beambten van de overige besturen; hunne wedde staat niet in verhouding tot het werk, dat zij te leveren hebben, noch tot den rang dien zij in de samenleving bekleeden, noch tot de opofferingen welke zij zich moesten getroosten om zich te bekwamen voor het onderwijs.

Wat betreft de geldelijke voordeelen, zijn zij minder goed bedeeld dan de klerken, de klerken-typisten, de expeditionnaires van al de besturen, dan sommige lagere postbeambten, zooals de brievenbestellers, en zelfs dan het meerendeel der werklieden. Deze lagere weddestandaard zal de meest noodlottige gevolgen na zich sleepen, waar het geldt de aanwerving van de

leerkrachten. Reeds wordt van het onderwijzersambt afgezien door sommige keurelementen; sommige besturen van gemeenten en van aanneembare scholen zijn zelfs verplicht, niet gediplomeerde personen aan te stellen om de zieke of ontslagnemende onderwijzers tijdelijk te vervangen.

Overigens, hoe naïef zouden zij zijn, die aan de mogelijkheid zouden gelooven de jongelingen nog voor de normaalschool te winnen door hun, als toekomst, eene betrekking voor te spiegelen, welke minder voordeelig is niet alleen dan die van de overige beambten en ambtenaren van gelijkwaardige algemeene cultuur, maar ook nog dan die van eenvoudige handarbeiders!

Ten slotte, op het oogenblik dat de wet tot regeling van het lager onderwijs in haren vollen omgang gaat worden toegepast door de uitbreiding van den leerplicht tot den leeftijd van 14 jaar en door de oprichting van klassen van den 4^o graad, zullen er duizenden van onderwijzers ontbreken. Hetzelfde is het geval met het middelbaar onderwijs; ook trachtte de Regeering dezen toestand te verhelpen door de wedden der onderwijzers en der leeraars bij de middelbare scholen en de athenea te verhoogen.

Dezelfde maatregel dient te worden genomen voor het onderwyzend personeel der lagere scholen en der Froebelscholen; in eene welingerichte democratie mag immers de loopbaan dergenen, die zich wijden aan de opleiding van het volkskind, niet minder benijdenswaardig zijn dan die van de leeraars der kinderen van de burgerij in de middelbare scholen.

Bij het indienen van ons wetsvoorstel, hebben wij, mijne medeleden en ik, ons door eene dubbele gedachte laten leiden: eerst wilden wij de wedden der onderwijzers gelijkstellen met die van de andere openbare ambtenaren; verder wilden wij de zedelijke heropheuring van het land verzekeren door de aanwerving mogelijk te maken van leerkrachten van eerste gehalte, bekwaam om aan de jongere geslachten de onmisbare verstandelijke wapens te verstrekken voor den vreedzamen strijd der toekomst.

Samenhang van het ontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Dit artikel huldigt de gelijkheid van de grondwedde en van de huishuurvergoeding voor de onderwijzers en de onderwijzeressen. Deze gelijkheid wordt gewettigd door de volgende redenen: Diensten en verantwoordelijkheid zijn gelijk, de geverge bekwaamheid is voor beiden dezelfde, de behoeften van de onderwijzeressen zijn niet geringer dan die van de onderwijzers en de bekomen uitslagen zijn gelijkwaardig.

De onderwijzers en onderwijzeressen van de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen en oefenscholen, evenals de regenten en de regentessen der middelbare scholen genieten eene gelijke wedde; er is bijgevolg geen reden om deze gelijkheid niet toe te passen op de leden van het

eigenlijk lager onderwijs, alsmede op de nederige opvoedsters van het volkskind.

Hetzelfde artikel voorziet eene verhooging van de huishuurvergoeding. Deze verhooging wordt gebillijkt door de voortdurende stijging van den huurprijs en door de uitgaven, die het volgen van zijn rang den onderwijzer oplegt. De huishuurvergoeding moet niet uitsluitend beschouwd worden als eene vergoeding voor huisvesting; zij is immers ook bestemd om te voorzien in de onvermijdelijke representatiekosten. Daaruit volgt dat de onderwijzer, die het schoolhuis bewoont, recht moet hebben op het verschil tusschen de huishuurvergoeding en de huurwaarde van het schoolhuis.

De wet van 13 November 1919 voorziet, ten behoeve van de onderwijzers en onderwijzeressen, eene gezinsvergoeding van 100 frank voor elk minderjarig kind, dat te hunnen laste is. Op grond van de tegenwoordige koopkracht van het geld, is deze vergoeding eene aalmoes en zij dient te worden gebracht op 300 frank voor elk kind. Het ontwerp voorziet eveneens eene gezinsvergoeding voor elken bloedverwant in de opgaande linie, die ten laste van den onderwijzer is.

ART. 2.

Artikel 2 voorziet gelijke periodieke verhoogingen voor onderwijzers en onderwijzeressen.

Krachtens de wet van 13 November 1919, telt de diensttijd, die recht geeft op frontstrepn, voor dubbel met het oog op de weddeverhoogingen. Maar talrijk zijn de onderwijzers die deze frontstrepn niet konden verwerven, omdat zij, wegens wonden, ziekte of gebrekkelijkheid, zich in de onmogelijkheid bevonden op het front te strijden. Talrijk zijn degenen, die zouden gewenscht hebben op een gevaarlijken post te staan, maar die van ambtswege werden aangewezen voor eene betrekking bij het bestuur. De tegenwoordige wet is ook onvolledig, wat betreft den toestand van sommige onderwijzers, die een schuilplaats buitenslands moesten zoeken.

Alleen de diensten, bewezen in de Belgische of geallieerde scholen, gelden voor de weddeverhooging. Zijn dus buitengesloten : de diensten bewezen in de Belgische of geallieerde legers, in de munitiefabrieken, in de loopgraven, enz. Wordt evenmin in aanmerking genomen de tijd, in den vreemde doorgebracht door hen die wegens overmacht hunne bediening moesten verlaten en die, ten gevolge van omstandigheden onafhankelijk van hun wil, geen diensten konden bewijzen in de Belgische of geallieerde scholen of legers.

Door artikel 2 wordt die toestand verholpen. Het bevat ook eene billijke bepaling voor de onderwijzers, die houders zijn van het diploma van onderwijzer en van regent, in dezen zin dat het, voor de berekening van de dienstjaren, de studiejaren in aanmerking neemt, welke door de wet zijn voorzien tot het bekomen van het diploma.

ART. 3.

Artikel 3 verleent eene bijzondere vergoeding aan de onderwijzers met vijf en twintig jaren dienst en bepaalt dat de bestuursvergoeding dezelfde zal zijn in dezelfde gemeente.

ART. 4.

De bijzondere leermeesters, deze nuttige helpers wier getal steeds toeneemt ten gevolge van de inrichting van den 4^{en} graad, worden, krachtens artikel 4, met de onderwijzers gelijkgesteld.

ART. 5.

Sommige bepalingen van de tegenwoordige wet houden niet genoeg rekening met de toestanden verworven door zekere groepen van leden van het onderwijzend personeel. Laten wij wijzen op de volgende gevallen :

1^o De plaatsvervangende onderwijzers, die vóór de wet van 13 November 1919 gelijkgesteld waren met vast benoemde onderwijzers, ofschoon deze rangschikking niet door de wet werd erkend, vinden in de tegenwoordige wet geen der waarborgen noch der voordeelen, welke zijn toegekend aan de vast benoemde onderwijzers.

2^o De gemeentelijke schoolopzieners blijven verstoken van de weldaad der wet van 16 November 1919. Niemand zal echter de diensten onderschatten, welke deze beambten in de steden en de groote centruns kunnen bewijzen, wel te verstaan, mits hunne bevoegdheden oordeelkundig omschreven zijn. Onder die omstandigheden is het onbillijk hen niet te beschouwen als behorende tot het onderwijzend personeel en hen te verplichten, bij voorkomend geval, zich te beroepen op de waarborgen voorzien bij de wet van 30 Juli 1903 op de vastheid der gemeentebedieningen;

3^o De onderwijzers van de betalende scholen en klassen hebben geen recht op de wedde betaald door den Staat, ofschoon de Staat op deze scholen of klassen toezicht houdt.

Vóór de wet van 13 November 1919 ontvingen deze scholen of klassen niet de gewone toelagen voor den dienst van het lager onderwijs, doch :

- a) De Staat betaalde een deel van de weddeverhoogingen en van de bestuursvergoeding der onderwijzers, in deze scholen of klassen werkzaam;
- b) Hij kende een vergoeding toe aan hunne onderwijzers, die in het bezit waren van een bijzonder getuigschrift;
- c) Hij kende aan hun personeel een deel toe van het crediet van 4 millioen, voorzien bij de koninklijke besluiten van 30 Januari 1912 en van 30 December 1912;

d) Hij betaalde aan de leden van hun onderwyzend personeel den duurtelbijslag krachtens het koninklijk besluit van 3 Maart 1919;

e) Hij droeg bij, zooals hij heden nog bijdraagt, in de vergoeding verschuldigd aan de tijdelijke onderwijzers, die de zieke titularissen vervangen, in hun wachtgeld wegens ziekte, in hun pensioen, enz.

Het bepaalde in artikel 5 heeft ten doel, aan dezen wantoestand een eind te maken.

ART. 6.

Artikel 6 bepaalt de aanvangswedde van de onderwijzeressen der Froebelscholen. Het heeft tevens ten doel, een eind te maken aan een nadeligen toestand voor sommige van die onderwijzeressen.

De hulponderwijzeressen bij de bewaarscholen, zijnde gediplomeerde en vast benoemde beambten, die de titularissen der bewaarklassen in hunne zoo moeilijke taak bijstaan, bevinden zich in denzelfden toestand als de plaatsvervangende onderwijzers, de opvoedkundige bestuurders, enz. Noch de vastheid van hunne bediening, noch de rechtstreeksche uitbetaling van hunne wedde door den Staat worden haar door de wet gewaarborgd.

ART. 7.

Dit artikel strekt tot verzekering, aan den onderwijzer, van al zijne middelen van verdediging in geval van onderzoek tegen hem, wegens ernstige tekortkoming aan zijne ambtsplichten.

* * *

Dat is het bondig overzicht van de voornaamste bepalingen van het wetsvoorstel, waarvan de tekst volgt en dat wij in volle vertrouwen aan het onderzoek onzer achtbare medeleden onderwerpen.

Door het aan te nemen, zal de Kamer eens te meer de maatschappelijke zending van den onderwijzer doen uitschijnen en, door middel van de zedelijke en verstandelijke heropbeuring van de Natie, tot 's Lands welvaart bijdragen.

ADOLF BUYL

(6)

Proposition de loi portant revision de certains articles de la loi organique de l'enseignement primaire du 13 novembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire est remplacé par le texte suivant :

« Le Conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux qui comprendra nécessairement :

» 1° Un traitement de base de 4,500 francs pour les instituteurs et pour les institutrices.

» 2° Une indemnité de résidence fixée comme suit pour les uns et les autres :

» Dans les communes de 25,000 habitants et moins . . . fr. 400 »

» Dans les communes de 25,001 à 100,000 habitants . 600 »

» Dans les communes de plus de 100,000 habitants . 750 »

» Cette indemnité sera doublée :

» a) Pour les instituteurs et institutrices mariés ainsi que pour les veufs et veuves avec un ou plusieurs enfants ;

» b) Pour les chefs d'école.

» Lorsque des instituteurs ou des institutrices ont la jouissance d'une maison d'école, la valeur locative de celle-ci est déduite du montant de l'indemnité de résidence.

Wetsvoorstel houdende herziening van sommige artikelen der wet van 13 November 1919 tot regeling van het lager onderwijs.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt door de navolgende bepalingen vervangen :

« De gemeenteraad stelt de wedde van de gemeentelijke onderwijzers vast; deze wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Eene aanvangswedde van 4,500 frank voor de onderwijzers en voor de onderwijzeressen;

» 2° Eene huishuurvergoeding bepaald voor beiden als volgt :

» In de gemeenten van 25,000 inwoners en minder . . . fr. 400 »

» In de gemeenten van 25,001 tot en met 100,000 inwoners 600 »

» In de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners. 750 »

» Deze vergoeding wordt op het dubbele gebracht :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers en onderwijzeressen alsmede voor de weduwnaars en weduwen met een of meer kinderen;

» b) Voor de schoolhoofden.

Indien onderwijzers of onderwijzeressen een schoolhuis bewonen, wordt de huishuurvergoeding verminderd ten beloope van de huurwaarde daarvan.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée par le dernier recensement décennal.

» Le Roi peut, le Conseil communal et la députation permanente entendus, décider que les communes, faisant partie d'une agglomération, ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de résidence, classées dans une catégorie supérieure.

» Une indemnité familiale de 300 francs par enfant mineur à charge des instituteurs ou institutrices mariés, veufs ou veuves est due à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant, elle n'est plus due à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet suivant le décès de l'enfant, la date de sa majorité ou celle à laquelle il cesse d'être à la charge de ses parents. Toutefois, elle ne pourra être cumulée avec une indemnité familiale dont jouirait le conjoint. Si celle-ci était inférieure à 100 francs, la différence, seule, serait accordée au bénéficiaire.

« Il est dû également une indemnité familiale de 100 francs par ascendant à charge des instituteurs, institutrices et institutrices Frœbel. »

Art. 2.

Les deux premiers alinéas du littéra a de l'article 31 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par le texte ci-après :

« L'instituteur et l'institutrice primaire et frœbelienne ont droit à vingt augmentations annuelles de 200 francs

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking vastgesteld door de jongste tienjaarlijkse volkstelling.

» De Koning kan, na den gemeenteraad en de Bestendige Deputatie te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeration of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, voor de bepaling der huishuurvergoeding in eene hoogere klasse zullen gerangschikt worden.

Eene jaarlijkse gezinsvergoeding van 300 frank per minderjarig kind ten laste van de onderwijzers of onderwijzeressen, die gehuwd, weduwnaar of weduwe zijn is vanaf 1 Januari of 1 Juli na de geboorte van het kind verschuldigd; zij is niet meer verschuldigd vanaf 1 Januari of 1 Juli na het overlijden van het kind, na den datum zijner meerderjarigheid of na dien waarop het ophoudt ten laste van zijne ouders te zijn. Zij kan echter niet worden uitbetaald te zamen met eene gezinsvergoeding toegekend aan den medeëchtgenoot. Mocht zij minder dan 100 frank bedragen, dan zou alleen het verschil aan den rechthebbende toegekend worden.

Is eveneens verschuldigd eene gezinsvergoeding van 100 frank per kind ten laste van de onderwijzers, van de onderwijzeressen en van de onderwijzeressen der Frœbelscholen.

Art. 2.

Lid 1 en lid 2 van litt. a van artikel 31 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden vervangen door den volgende tekst :

« De onderwijzer en de onderwijzeres der lagere scholen en der Frœbelscholen hebben aanspraak op twintig jaar-

et cinq de 300 francs, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 5,000 francs le minimum légal prévu à l'article 29. »

Le 4^e alinéa du littéra *b* est modifié comme suit :

« Les services rendus pendant la » guerre par les instituteurs mobilisés » dans les armées, les services rendus » dans les écoles belges ou alliées par » les instituteurs réfugiés en terre » d'asile et ceux rendus par les institu- » teurs dans les armées belges ou alliées ; » les années pendant lesquelles les » instituteurs ont été empêchés de rem- » plir leur fonctions pour des raisons » de force majeure et n'ont pu à cause » de leur âge, de maladie ou d'autres » circonstances indépendantes de leur » volonté, rendre des services ni dans » les écoles ni dans les armées belges » ou alliées, sont compris dans la » supputation des années de service. » Il en est de même du temps de ser- » vice passé à l'arrière du front à la » suite d'une désignation d'office. » Le temps de service accompli depuis » le 1^{er} août 1914 par les instituteurs » mobilisés et qui leur donne droit à » l'attribution de chevrons de front de » même que le temps pendant lequel ils » ont été effectivement prisonniers est » compté double. Il en est de même du » temps pendant lequel des instituteurs » mobilisés ou volontaires de guerre » ont, par suite de maladies, de blessures » ou d'infirmités contractées à l'armée, » été dans l'impossibilité d'obtenir des » chevrons de front ».

Est également compté double le temps pendant lequel les instituteurs civils ont été déportés ou internés par l'ennemi.

Les années nécessitées pour l'obtention du diplôme de régent entrent en

lijksche verhoogingen van 200 frank en vijf van 300 frank, derwijze dat het bij artikel 29 bepaald wettelijk minimum met 5,000 frank wordt verhoogd ».

Het 4^e lid van littera *b* wordt gewijzigd als volgt :

« De diensten gedurende den oorlog door de gemobiliseerde onderwijzers in de legers bewezen ; de diensten, in de Belgische of Geallieerde scholen bewezen door de naar den vreemde uitgeweken onderwijzers en de diensten, door de onderwijzers in de Belgische of Geallieerde legers bewezen ; de jaren gedurende welke de onderwijzers door overmacht belet waren hun ambt uit te oefenen en zij, wegens hunnen ouderdom, ziekte of andere omstandigheden van hun wil onafhankelijk, geen diensten konden bewijzen in de Belgische of Geallieerde scholen of legers, zijn begrepen in de berekening der dienstjaren. Dit geldt eveneens voor den dienstdtijd doorgebracht achter het front ten gevolge eener aanstelling van ambtswege. De dienstdtijd, dien de gemobiliseerde onderwijzers volbrachten sedert 1 Augustus 1914 en die hun recht geeft op de toekenning van frontchevrons, alsmede de tijd hunner werkelijke gevangenschap, telt voor dubbel. Dit geldt eveneens voor den tijd gedurende welchen de gemobiliseerde onderwijzers of onderwijzers-oorlogsvrijwilligers, wegens ziekten, verwondingen of verminkingen in het leger opgedaan, in de onmogelijkheid waren frontchevrons te bekomen.

Geldt insgelijks voor dubbel de tijd, gedurende welchen de burgerlijke onderwijzers door den vijand weggevoerd of geïnterneerd werden.

De jaren, noodig tot het bekomen van het diploma van regent, komen in aan-

ligne de compte pour la supputation des années de service chez les instituteurs porteurs des diplômes d'instituteur et de régent acquis dans des écoles normales inspectées par l'Etat.

ART. 3.

L'article 32 est complété comme suit, :

Après vingt-cinq années de service tout instituteur de classe obtient le titre de directeur d'école à titre personnel avec la moitié des avantages accordées à la direction.

Dans une même commune, tous les directeurs d'école jouiront de la même indemnité de direction calculée d'après l'école comptant le plus de classes.

ART. 4.

Le traitement des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel ordinaire n'a pas les aptitudes voulues pour donner cet enseignement tels que les maîtresses de couture, d'économie domestique, les professeurs de dessin, de travaux manuels, de chant, de gymnastique, d'agriculture, etc., sont calculées à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire de cours.

Toutes les autres dispositions de la loi organique leur sont applicables.

ART. 5.

Le premier alinéa à l'article 23 de la loi organique de l'enseignement primaire est complété comme suit :

Les instituteurs suppléants pourvus d'une nomination du conseil communal avant le 1^{er} octobre 1919 sont assimilés aux instituteurs pourvus d'un mandat

merking bij het berekenen van de dienstjaren voor de onderwijzers, die in het bezit zijn van een diploma van onderwijzer en van regent, bekomen in aan 's Rijks toezicht onderworpen normaalscholen.

ART. 3.

Artikel 32 wordt aangevuld als volgt:

Na 25 jaren dienst, bekomt elke onderwijzer, titularis eener klasse, den titel van schoolbestuurder ten persoonlijkken titel met de helft der voordeelen aan het bestuur verbonden.

In eene zelfde gemeente genieten al de schoolbestuurders dezelfde bestuursvergoeding berekend volgens de school, waar de meeste klassen zijn.

ART. 4.

De wedden van de bijzondere leermeesters, met het onderwijs van sommige vakken belast in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, als daar zijn de leermeesters voor naaldenwerk, huishoudkunde, de leeraars van handteekenen, handwerken, zang, gymnastiek, landbouw, enz., worden berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week.

Al de overige bepalingen der organieke wet zijn op hen toepasselijk.

ART. 5.

Het eerste lid van artikel 23 der wet tot regeling van het lager onderwijs wordt aangevuld als volgt :

De plaatsvervangende onderwijzers, vóór 1 October 1919 door den gemeenteraad benoemd, worden gelijkgesteld met de onderwijzers die voorgoed aan-

définitif et chargés de la tenue d'une classe.

Les inspecteurs ou directeurs pédagogiques pourvus d'une nomination du conseil communal avant le 13 novembre 1919 sont assimilés aux chefs d'école ayant la direction de cinq classes au moins.

L'alinéa 2 du même article est complété comme suit :

Les écoles et classes payantes, qui existaient et étaient inspectées avant le 1^{er} octobre 1919 entrent en ligne de compte pour l'attribution de subsides.

ART. 6.

Le traitement de base de l'institutrice fröbel, prévu à l'article 33 de la loi organique de l'enseignement primaire est fixé comme suit :

Traitement de base : 4,500 francs.

Toutefois, les institutrices fröbeliennes qui ne sont pas porteurs du diplôme d'institutrice primaire n'ont droit qu'à un traitement de base de 3,600 francs.

Le même article 33 est complété comme suit :

« Les aides institutrices gardiennes diplômées, pourvues d'une nomination définitive avant le 1^{er} octobre 1919, sont assimilées aux institutrices chargées de la tenue d'une classe. »

ART. 7.

Le paragraphe 2 de l'article 25 est modifié comme suit :

« Néanmoins, l'instituteur ne peut être révoqué qu'après avoir été entendu dans une enquête contradictoire dirigée

gesteld zijn en titularis zijn van eene klasse.

De vóór 13 November 1919 door den gemeenteraad benoemde schoolopzieners of schoolbestuurders worden gelijkgesteld met de schoolhoofden die het bestuur hebben over ten minste vijf klassen.

Lid 2 van hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

De vóór 1 October 1919 bestaande en aan Staatstoezicht onderworpen betalende scholen en klassen komen in aanmerking voor het toekennen der toelagen.

ART. 6.

De aanvangswedden van de onderwijzeressen der Fröbelscholen, voorzien bij artikel 33 der wet tot regeling van het lager onderwijs, wordt vastgesteld als volgt :

Aanvangswedde : 4,500 frank.

Echter hebben de onderwijzeressen der Fröbelscholen, die niet in het bezit zijn van het diploma van onderwijzeres der lagere scholen, slechts aanspraak op eene aanvangswedde van 3,600 frank.

Hetzelfde artikel 33 wordt aangevuld als volgt :

De gediplomeerde hulponderwijzeressen der bewaarscholen, benoemd vóór 1 October 1919, worden gelijkgesteld met de onderwijzeressen titularissen eener klasse.

ART. 7.

Paragraaf 2 van artikel 25 wordt gewijzigd als volgt :

« Echter mag de onderwijzer niet worden afgezet dan na gehoord te zijn in een onderzoek op tegenspraak, onder

par un délégué de l'autorité communale et par l'inspecteur principal et moyennant l'approbation de la Députation permanente. L'instituteur a le droit de se défendre et de se faire défendre devant le conseil communal et devant la Députation permanente.

» Le conseil communal et l'instituteur communal peuvent en appeler au Roi. »

ART. 8.

Les dispositions ci-dessus des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 entrent en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1920.

H. MARCK.

J. MAENHAUT.

JULES PONCELET.

de leiding van een afgevaardigde der gemeenteverheid en van den hoofdopziener, en met goedkeuring van de Bestendige Deputatie. De onderwijzer heeft het recht zich te verweren en et doen verweren voor den gemeenteraad en voor de Bestendige Deputatie.

De gemeenteraad en de onderwijzer kunnen in beroep komen bij den Koning.

ART. 8.

Bovenstaande bepalingen der artikelen 1, 2, 3, 4, 5 en 6 worden van kracht vanaf 1 Januari 1920.

A. BUYL.

FERNAND COCQ.

PAUL NEVEN.
